

**Arrêté n° 25-2026-04-22-00009 du 22 AVR. 2026**

portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société  
GRANULATS DE FRANCHE-COMTE (GDFC) sur le territoire de la commune d'ARCEY

**Le préfet du Doubs  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon – Mme VALLEIX Nathalie ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2020-03-11-053 du 11 mars 2020 autorisant la société GDFC à exploiter la carrière de roche calcaire située sur le territoire de la commune d'Arcey au lieu-dit « La Prusse » ;

Vu l'arrêté n° 25-2025-03-25-00001 du 25 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Considérant la déclaration du 5 décembre 2025 complétée le 27 février 2026 de la société GDFC dont le siège social est situé 9 rue Paul Langevin à CHENOVE (21300) en vue de modifier les conditions d'exploitation de la carrière qu'elle exploite sur la commune d'ARCEY ;

Considérant le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 27 mars 2026 ;

Considérant les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 14 avril 2026 ;

Considérant le rapport du 14/04/2026 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 mars 2020 susvisé ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société GDFC portent sur :

- sur l'utilisation d'explosifs pour l'abattage du front de taille Ouest par micro-minage avec une charge unitaire maximale de 23 kg d'explosifs ;

Considérant que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications demandées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'adapter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2020 susvisé en modifiant :

- les modalités d'abattage du front de taille Ouest et l'utilisation des explosifs, les valeurs limites et l'auto-surveillance pour les vitesses particulières des vibrations ;

Considérant que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société GRANULATS DE FRANCHE-COMTE (GDFC), dont le siège social est situé 9 rue Paul Langevin à CHENOVE (21300), qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune d'ARCEY une carrière de matériaux calcaires, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### Article 2 :

Les articles 2.4.5.1 et 2.4.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 25-2020-03-11-053 du 11 mars 2020 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 2.4.5.1. Extraction en gradins

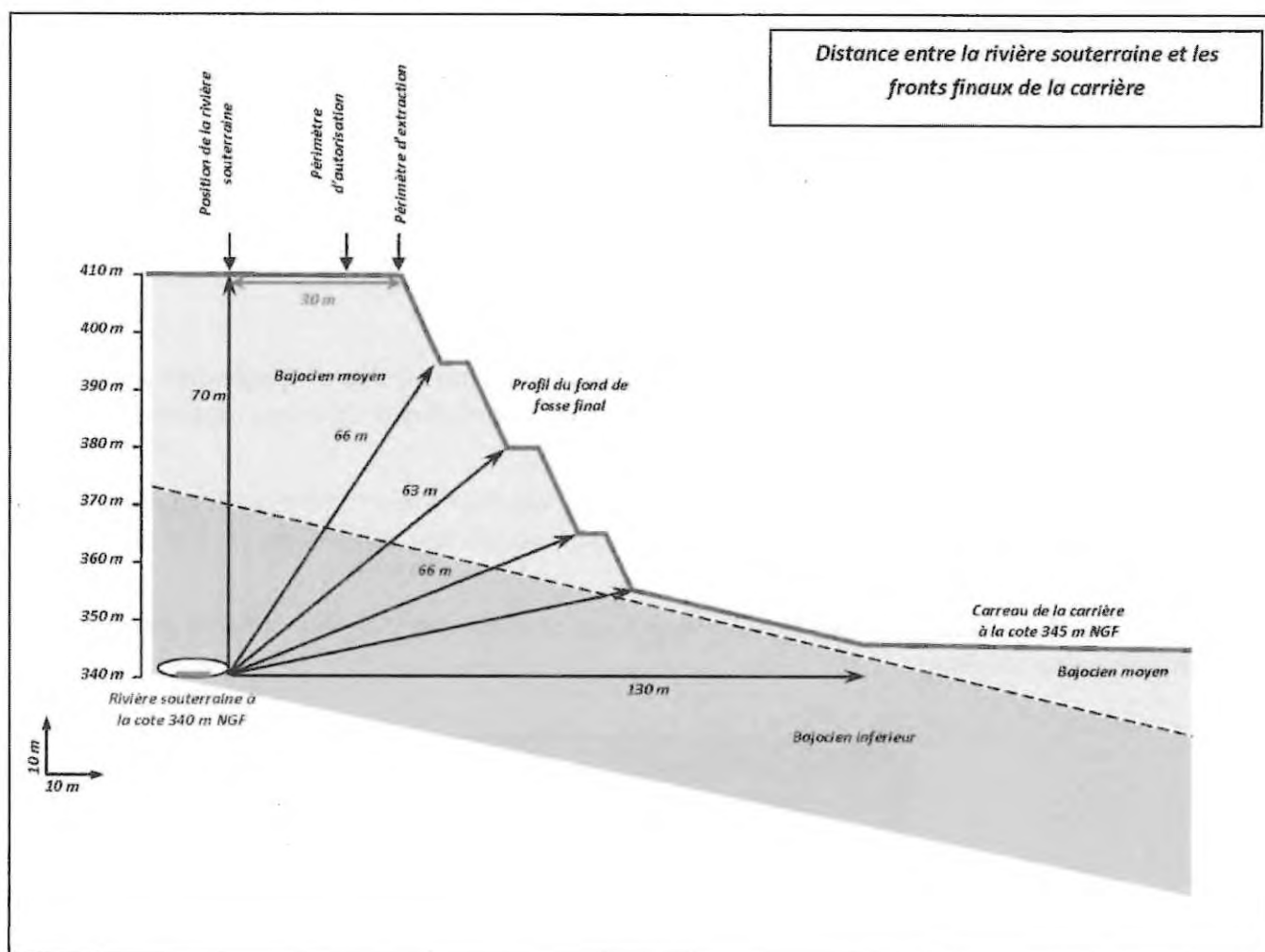
*L'épaisseur maximale d'extraction est de 60 mètres.*

La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres.

La largeur des banquettes est de 10 mètres. En fin d'exploitation cette largeur pourra être réduite à 5 mètres.

Côté ouest :

- une distance minimale de 30 mètres est conservée entre la rivière souterraine et le front de taille supérieur,
- le front respectera le profil mentionné ci-dessous :



#### Article 2.4.5.2. Abattage à l'explosif

L'abattage du gisement par des substances explosives est autorisée.

- Pour l'exploitation des fronts côté Ouest :

L'extraction s'effectue par micro-minage, la charge unitaire par tir de mine ne peut pas dépasser 23 kg d'explosifs. La hauteur maximale des fronts en exploitation est limitée à 10 mètres.

- Pour l'exploitation des autres fronts :

Les tirs de mines doivent être réalisés avec un angle maximal de 80° de manière à éviter le plus possible les surplombs. Cet angle maximal est réduit :

- à 70 ° lorsque les tirs sont réalisés pour obtenir un front définitif, conformément à la prescription de l'article 2.5.3.2 du présent arrêté,
- à 60 °, voir davantage dans des secteurs où le suivi des fronts effectué par l'exploitant après chaque tir ou le suivi géotechnique prescrit à l'article 9.2 du présent arrêté le justifie. »

### Article 3 :

L'article 6.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 25-2020-03-11-053 du 11 mars 2020 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

#### « Article 6.3.1 – Tirs de mines

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer au droit de la rivière souterraine des vitesses particulières pondérées supérieures à 35 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence (en Hertz)	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8



*On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.*

*Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de la valeur limite, une étude est alors élaborée afin de déterminer l'origine de ces dépassements, et les moyens à mettre en œuvre pour respecter la valeur limite précitée. »*

#### **Article 4 :**

L'article 9.1.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 25-2020-03-11-053 du 11 mars 2020 susvisé est remplacée par les dispositions suivantes :

« Article 9.1.2.4. Autosurveillance des vitesses particulières

- Pour les tirs de mines coté Ouest effectués par micro-minage :

*À chaque tir de mines, l'exploitant dispose un sismographe en surface au droit de la rivière souterraine au plus près du tir de mine et un autre à l'intérieur de la rivière souterraine. Une fois par an, l'exploitant dispose un sismographe au niveau des premières habitations de GONVILLARS. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir, les emplacements des deux sismographes ainsi que les résultats des mesures.*

*Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des Installations Classées.*

- Pour les autres tirs de mines :

*À chaque tir de mines, l'exploitant dispose un sismographe au niveau d'une des premières habitations d'ARCEY (alternativement au niveau du lotissement comprenant la rue des Chênes et des Combarand et au niveau de la maison des Seniors) et un autre au niveau d'une des premières habitations de GONVILLARS (Cf. plan en annexe IX). Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir, les emplacements des deux sismographes ainsi que les résultats des mesures.*

*Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des Installations Classées.*

*De plus, les résultats des mesures de vitesses particulières lors des tirs de mines sont tenus à la disposition du public au niveau des Mairies d'ARCEY et de GONVILLARS. »*

#### **Article 5 – Notification et publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie d'Arcey dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société GDFC dont le siège social est situé 9 rue Paul Langevin à CHENOVE (21300).

#### **Article 6 – Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

1. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

#### Article 7. – Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, et le maire d'Arcey, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le préfet,

Par délégation,

La Secrétaire Générale

Nathalie VALLEIX

